

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	61	14

N° de la séance : 21

Objet de la délibération : Direction des
Ressources Humaines - Mise à disposition
partielle du Directeur des Affaires
Générales, du Juridique et du Contentieux
- Convention de mutualisation

☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.034

Date de la convocation :

Le 21/03/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **28 MARS 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **28 MARS 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 mars 2017

L'an deux mil dix-sept et le 27 mars à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de mars, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Guilaine DEBRAS à Claudine MAURY, Jean-Bernard MION à Déborah MINEI, Michèle MURATORE à Martine BONNEAU, Michel MAZUET à Michelle SALUCKI, Simone TORRES-FORET DODELIN à Serge AMAR, Béatrice VIGNOLO à Marc DAUNIS, Nathalie DEPETRIS à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Richard THIERY, Claude BERENGER, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MAURIN,

La ville d'Antibes Juan-les-Pins et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis sont engagées dans un processus de mutualisation, dont les principes et les étapes ont été formalisés par le schéma de mutualisation, avec un objectif à long terme d'amélioration du service rendu aux habitants et d'efficacité de l'action publique grâce au partage des moyens et des compétences.

Dans le cadre de ce processus, afin d'optimiser la cohérence et la complémentarité des politiques menées, la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA conviennent aujourd'hui de se doter d'un Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux.

Le Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux mutualisé mettra en cohérence les services supports juridique et assemblées des deux entités, afin de permettre une meilleure efficacité de l'activité administrative, un partage d'expertise et de compétences juridiques.

Il lui appartiendra en sus des missions normales de management des services placés sous son autorité, d'assurer la cohérence de l'action administrative avec pour objectif d'optimiser l'efficacité des services concernés par la création de synergies autour d'objectifs communs déterminés :

- Optimiser la cohérence et la complémentarité des politiques menées par chacune des collectivités,
- Veiller à la cohérence des actions menées et des projets en gestation à l'échelle communale et communautaire,
- Rechercher les moyens propres à fédérer ou mutualiser les projets,
- Favoriser le partage d'expérience, l'harmonisation et la mise en commun des procédures,
- Management des deux services de la CASA : Assemblées et Affaires Juridiques,
- Management de la Direction des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux.

L'objectif du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux mutualisé sera d'assurer cette mise en cohérence et de poursuivre ce projet afin d'aboutir à un service commun de la Direction des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux de la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA.

Pour ce faire, la mise à disposition de personnel prévue par les articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, constitue le moyen le mieux adapté pour la mise en place de cette fonction mutualisée.

La ville d'Antibes Juan-les-Pins met à disposition partielle de le Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux auprès de la CASA à raison de 40 % de son temps de travail, contre remboursement annuel par la CASA à la ville d'Antibes Juan-les-Pins calculé sur la base mensuelle estimée à 40 % d'un temps plein.

La convention de mise à disposition partielle prendra effet à compter de sa signature et une fois revêtue de son caractère exécutoire, pour une durée de trois ans. La convention est jointe en annexe à la présente délibération.

Vu l'avis favorable du Comité Technique de la CASA, en date du 20 mars 2017,

Il est demandé au Conseil Communautaire :

- D'approuver les termes de la convention de mutualisation du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux dont le projet est joint en annexe,
- D'autoriser Monsieur le vice-président de la CASA délégué aux Ressources Humaines à signer ladite convention,
- D'autoriser Monsieur le vice-président à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- D'imputer le remboursement de la part mise à disposition par la ville d'Antibes à la CASA sur le compte 6217 du budget de la direction des ressources humaines.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention de mutualisation du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le vice-président de la CASA délégué aux Ressources Humaines à signer ladite convention,
- d'autoriser Monsieur le vice-président à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- d'imputer le remboursement de la part mise à disposition par la ville d'Antibes à la CASA sur le compte 6217 du budget de la direction des ressources humaines.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 mars 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE MUTUALISATION
Directeur des Affaires Générales, du Juridiques et du Contentieux

ENTRE

La commune d'Antibes Juan-les-Pins représentée par son Maire Monsieur Jean LEONETTI dûment autorisé à signer la présente convention selon la délibération du conseil municipal en **date du** annexée,

Dénommée « la ville d'Antibes Juan-les-Pins »,

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par son Vice-Président Monsieur Jean-Pierre MAURIN, dûment autorisé à signer la présente convention selon la délibération du conseil communautaire en date du 27 mars 2017 annexée,

Dénommée « la CASA »,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-4-1, L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 et D. 5211-16 ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux responsabilités locales, et notamment son article 166 (I) ;

Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, et notamment ses articles 65 et 66 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs ;

Vu l'avis favorable du comité technique de la CASA réuni le 20 mars 2017 ;

Vu l'avis favorable du comité technique de la ville d'Antibes Juan-les-Pins réuni le 21 mars 2017 ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CASA en date du 27 mars 2017 relative à la mutualisation des fonctions de Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville d'Antibes Juan-les-Pins **en date du** relative à la mutualisation des fonctions de Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux ;

PREAMBULE

La ville d'Antibes Juan-les-Pins et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis sont engagées dans un processus de mutualisation, dont les principes et les étapes ont été formalisés par le schéma de mutualisation, avec un objectif à long terme d'amélioration du service rendu aux habitants et d'efficacité de l'action publique grâce au partage des moyens et des compétences.

Dans le cadre de ce processus, afin d'optimiser la cohérence et la complémentarité des politiques menées, la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA conviennent aujourd'hui de se doter d'un Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux mutualisé.

Le Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux ainsi mutualisé mettra en cohérence les services supports juridique et assemblées des deux entités, afin de permettre une meilleure efficacité de l'activité administrative, un partage d'expertise et de compétences juridiques.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques de mise en œuvre de la mutualisation de la fonction managériale de Direction des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux entre la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA, notamment en ce qui concerne l'organisation courante, la situation du fonctionnaire concerné et les conditions financières de remboursement.

Pour l'interprétation et l'application de la présente convention, le mot « mutualisation » et le verbe « mutualiser » caractérisent la situation de mise à disposition partielle de la fonction managériale de Direction des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux.

ARTICLE 2 : PERIMETRE DE LA MUTUALISATION

Dans le cadre de l'article 1^{er} de la présente convention, la fonction managériale de Direction des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux est mutualisée entre la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA selon la répartition suivante :

- 60 % auprès de la ville d'Antibes Juan-les-Pins
- 40 % auprès de la CASA

En conséquence, le fonctionnaire exerçant la fonction de Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux de la ville d'Antibes Juan-les-Pins est partiellement mis à la disposition de la CASA à hauteur de 40 % de son temps de travail.

ARTICLE 3 : NATURE DES FONCTIONS EXERCEES PAR LE DIRECTEUR DES AFFAIRES GENERALES, DU JURIDIQUE ET DU CONTENTIEUX MUTUALISE

Le Directeur mutualisé sera chargé des fonctions suivantes :

- Optimiser la cohérence et la complémentarité des politiques menées par chacune des collectivités,
- Veiller à la cohérence des actions menées et des projets en gestation à l'échelle communale et communautaire,
- Rechercher les moyens propres à fédérer ou mutualiser les projets,
- Favoriser le partage d'expérience, l'harmonisation et la mise en commun des procédures,
- Management des deux services de la CASA : Assemblées et Affaires Juridiques,
- Management de la Direction des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux de la ville d'Antibes Juan-les-Pins.

L'objectif du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux mutualisé sera d'assurer la mise en cohérence et de poursuivre ce projet afin d'aboutir à un service commun de la Direction des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux de la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA.

ARTICLE 4 : SITUATION DU DIRECTEUR « MUTUALISE »

Le Directeur mutualisé est de plein droit mis à disposition partielle de la CASA pendant la durée d'exécution de la présente convention.

Le Directeur mutualisé sera individuellement informé de sa mise à disposition partielle.

Il demeure en position d'activité au sein des services de la ville d'Antibes Juan-les-Pins dans les conditions légales et statutaires applicables à son grade et à son emploi.

Les conditions de la mise à disposition sont fixées par les articles 61 à 63 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précité et par son décret d'application n°2008-580 du 18 juin 2008 précité.

Le Directeur mutualisé perçoit la rémunération brute, versée par la ville d'Antibes Juan-les-Pins, correspondant à son grade ou à son emploi d'origine, sans complément de rémunération de la part de la CASA.

ARTICLE 5 : RATTACHEMENT HIERARCHIQUE DU DIRECTEUR « MUTUALISE »

Le Directeur mutualisé est placé sous la responsabilité et le contrôle du Directeur Général des Services mutualisé de la ville d'Antibes Juan-les-Pins et de la CASA, en fonction des missions accomplies respectivement pour le compte de la ville d'Antibes Juan-les-pins ou de la CASA.

Evaluation Annuelle :

Le Directeur Général des Services mutualisé de la ville d'Antibes Juan-les-Pins et de la CASA établit, après entretien avec le Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux mutualisé, un rapport sur sa manière de servir, qu'il assortit d'une proposition d'évaluation (appréciation générale littéraire). Ce rapport est ensuite transmis à l'intéressé qui peut y apporter ses observations.

Le Maire de la ville d'Antibes Juan-les-Pins, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire et prend les décisions relatives à la discipline de l'agent. Il peut déclencher une procédure disciplinaire sur saisine du Président de la CASA.

ARTICLE 6 : INSTANCES DE REPRESENTATION

La commission administrative paritaire de la Commune reste compétente pour connaître de la situation individuelle du Directeur mutualisé en sa qualité de fonctionnaire de la ville d'Antibes Juan-les-pins.

Les questions collectives, notamment en termes d'organisation des services, ou d'hygiène de sécurité et des conditions de travail seront examinées par le comité technique (CT) et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) compétents : ville d'Antibes Juan-les-Pins ou CASA en fonction des dossiers.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE

Chaque partie reste responsable juridiquement, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans l'exercice de ses compétences.

ARTICLE 8 : CONDITIONS DE REMBOURSEMENT ET MODALITES FINANCIERES

Le remboursement par la CASA à la ville d'Antibes Juan-les-Pins des frais de fonctionnement de la fonction managériale de Direction des Affaires Juridiques, du Juridique et du Contentieux s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement constatées par la CASA bénéficiaire de la mise à disposition partielle.

La détermination du coût unitaire journalier comprend les charges liées au fonctionnement de la Direction et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Ce coût est constaté à partir des dépenses des derniers comptes administratifs, actualisées.

Le coût unitaire est porté à la connaissance de la CASA, chaque année, avant la date d'adoption du budget prévue à l'article L-1612-2 du Code Général des collectivités territoriales. Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire est portée à la connaissance de la CASA dans un délai de 3 mois à compter de la signature de la présente convention.

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours à la fonction managériale de Direction des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux, convertis en unités de fonctionnement.

A la signature de la présente convention, le nombre prévisionnel d'unités de fonctionnement s'établit pour un mois de mise à disposition à 40 % d'un temps plein.

ARTICLE 9 : RAPPORT ANNUEL AU COMITE TECHNIQUE

Un rapport annuel concernant le déroulement de cette convention sera transmis, pour information, au Comité Technique de la ville d'Antibes Juan-les-pins et de la CASA, en application de l'article 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée.

ARTICLE 10 : DATE D'EFFET, DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est prévue pour une durée de 3 ans à compter de la constitution de son caractère exécutoire.

Elle ne peut être renouvelée que par reconduction expresse.

ARTICLE 11 : AVENANT ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification n'entraînant pas un bouleversement de l'économie générale de la présente convention fait l'objet d'un avenant accepté par les deux parties. Dans le cas contraire, une nouvelle convention est conclue.

La présente convention peut être dénoncée librement, par l'une ou l'autre des parties, pour un motif d'intérêt général lié à la bonne organisation de ses services, à l'issue d'un préavis de 3 mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, il est effectué un récapitulatif financier afin que la CASA s'acquitte des sommes restantes à payer.

En cas de non-paiement, la présente convention peut être résiliée par la ville d'Antibes Juan-les-Pins de façon unilatérale, un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Tout manquement de l'une ou l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge, aux termes de la présente convention, entraîne, si bon semble au créancier de l'obligation inexécutée, la résiliation de plein droit de présente convention, un mois après mise en demeure d'exécution par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

ARTICLE 12 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

La ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout litige portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention est porté devant le tribunal administratif de Nice.

Fait à

Le

En 2 exemplaires originaux

Pour la ville d'Antibes Juan-les-Pins

Pour la CASA

Jean LEONETTI

Maire d'Antibes Juan-les-Pins
Député des Alpes Maritimes

Jean-Pierre MAURIN

Vice-président de la Communauté
d'Agglomération Sophia-Antipolis

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/03/2017
Numéro : CC_2017_034
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise à disposition partielle du Directeur des Affaires
Générales, du Juridique et du Contentieux - Convention
de mutualisation
Matière : 4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : S0yMv5t

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/03/2017
Identifiant : 006-240600585-20170327-CC_2017_034-DE

Acte reçu

Date : 27/03/2017
Numéro interne : CC_2017_034
Code nature : 1
Code matière 1 : 4
Code matière 2 : 1
Objet : Mise à disposition partielle du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux -
Convention de mutualisation
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170327-CC_2017_034-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20170327-CC_2017_034-DE-1-1_2.PDF